

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE

LIBRARY

DEC 6 1977



Distr.
GENERALE

A/32/8/Add.17
2 décembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 100 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Services linguistiques arabes à l'Organisation des Nations Unies

Incidences administratives et financières du projet de résolution publié
sous la cote A/C.5/32/L.10/Rev.2

Dix-huitième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état d'incidences administratives et financières (A/C.5/32/42/Rev.1) présenté par le Secrétaire général au sujet du projet de résolution A/C.5/32/L.10/Rev.2 relatif aux services linguistiques arabes à l'Organisation des Nations Unies.
2. Aux termes du projet de résolution, le Secrétaire général devrait créer à titre permanent, avec effet au 1er janvier 1978, une section arabe de traduction à l'Office des Nations Unies à Genève.
3. On remplacerait ainsi l'"arrangement actuel" dont il est fait mention au paragraphe 2 du projet de résolution A/C.5/32/L.10/Rev.2. Le Comité consultatif rappelle que cet arrangement, proposé par le Secrétaire général dans son rapport à l'Assemblée générale à sa trente et unième session (A/C.5/31/60 et Corr.1, par. 14 à 25), avait été approuvé par l'Assemblée dans la section VIII de sa résolution 31/208 du 22 décembre 1976. Il prévoyait que le Service arabe de traduction du Siège serait étoffé, et utiliserait la valise diplomatique et les installations de télécopie actuellement en service entre le Siège et l'Office des Nations Unies à Genève pour envoyer des traductions à Genève; les résultats qu'aurait donné ce système devaient être examinés à l'issue d'une période de trois ans (1977-1979) 1/.

1/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 8 (A/31/8 et Add.1 à 26), document A/31/8/Add.26, par. 14.

4. Au paragraphe 2 du projet de résolution A/C.5/32/L.10/Rev.2, l'Assemblée générale stipulerait que le Secrétaire général devrait doter la section arabe de traduction de l'Office des Nations Unies à Genève du personnel nécessaire pour l'exercice biennal 1978-1979 en y transférant les postes déjà créés par l'Assemblée générale en vertu de la section VIII de sa résolution 31/208, et en créant un poste de chef de section. Aux termes de sa résolution 31/208, l'Assemblée a autorisé la création de quatre postes de réviseur de la classe P-4, de sept postes de traducteur de la classe P-3 et de huit postes d'agent des services généraux pour 1977-1978, ainsi que d'un poste de la classe P-3 pour 1979 2/, soit un total de 19 postes pour 1977 et 1978, qui serait porté à 20 en 1979.

5. Dans l'état des incidences administratives et financières qu'il prévoit pour l'exercice biennal 1978-1979, le Secrétaire général indique qu'il considère que 19 postes (4 P-4, 7 P-3 et 8 postes d'agent des services généraux) seraient transférés du Siège à l'Office des Nations Unies à Genève, et il demande la création de trois postes (un de classe P-5 pour le chef de la section, un de la classe P-3 pour un spécialiste de la terminologie et un de la classe G-7 pour un commis aux références (A/C.5/32/42/Rev.1, tableau faisant suite au paragraphe 3). Le Secrétaire général ne fait pas mention du poste P-3 dont la création a été autorisée pour 1979 au Siège non plus que du poste de réviseur (P-4) et du poste de secrétaire bilingue (G-7) dont les titulaires doivent être détachés du Siège de l'Office des Nations Unies à Genève pour régler des questions de terminologie avec des fonctionnaires des services organiques de la CNUCED et assurer la liaison technique avec la Division de traduction du Siège (A/C.5/31/60, par. 25 et 26).

6. Le Secrétaire général calcule que le montant net des dépenses supplémentaires à engager durant l'exercice biennal 1978-1979 atteindra 444 800 dollars, dont 138 200 dollars pour les trois postes nouveaux, 218 600 dollars destinés à financer la différence de coût entre New York et Genève pour les postes qu'il est prévu de transférer dans cette dernière ville et 88 000 dollars pour financer les dépenses non renouvelables à prévoir à l'occasion du transfert de ces postes (A/C.5/32/42/Rev.1, par. 3, 9 et 10).

7. Les représentants du Secrétaire général ont indiqué au Comité consultatif que les prévisions concernant les dépenses afférentes aux 19 postes qui seraient transférés du Siège à Genève n'étaient qu'approximatives et que les coûts réels dépendraient du nombre de postes qui pourraient être pourvus. Le Comité consultatif croit savoir que 16 postes d'administrateur sur 54 sont actuellement vacants au Service arabe de traduction, mais que l'on s'emploie activement à recruter des candidats pour pourvoir 15 postes. Parmi les autres facteurs qui font que les prévisions ne peuvent être qu'approximatives, il faut citer le manque d'éléments permettant de déterminer le volume de travail à fournir pour les organes de la CNUCED, les fluctuations du nombre de pages de textes à traduire en arabe, tant au Siège qu'à Genève, et les difficultés que soulève l'interprétation de la demande formulée au paragraphe 4 du projet de résolution A/C.5/32/L.10/Rev.2 qui prévoit que les services de traduction en langue arabe doivent être fournis en temps utile à l'Assemblée générale et à ses grandes commissions.

2/ Ibid., par. 9 b); voir également A/C.5/31/60, par. 26.

8. En examinant l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/32/42/Rev.1), le Comité consultatif a noté que l'Assemblée générale, dans ses résolutions, adresse normalement au Secrétaire général des demandes ou des directives visant le fond de la question et lui laisse le soin, dans l'exercice des responsabilités que lui confère l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, de soumettre des propositions sur les modalités d'application de ces demandes ou directives. Or, le projet de résolution A/C.5/32/L.10/Rev.2 prescrit les dispositions à prendre sur le plan de l'organisation pour faire fonctionner une unité administrative du Secrétariat.

9. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.5/32/L.10/Rev.2, il faudra prévoir au budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979 les dépenses supplémentaires mentionnées par le Secrétaire général dans l'état qu'il a présenté (A/C.5/32/42/Rev.1, par. 10), soit 444 800 dollars à inscrire au chapitre 23 et 95 500 dollars à inscrire au chapitre 25, cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de même montant au chapitre premier des recettes.
